



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2022

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au débat sur le vote du budget, un rapport sur la situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation des différentes actions de transition conduites en 2022 s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains.

et selon les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Lutte contre le changement climatique : la Métropole porte un nouveau Plan Climat Air Energie Territorial solidaire 2021-2026, pour accélérer la transition énergétique, l'amélioration de la qualité de l'air et l'adaptation aux effets du réchauffement climatique.

Action phare : la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions

La Métropole a arrêté en mars 2022 son projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), avec non seulement pour ambition de devenir un territoire neutre en carbone d'ici 2050, mais également de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique.

Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie sont des objectifs majeurs du PCAETs, l'amélioration de la qualité de l'air constitue également un enjeu crucial du PCAETs. La pollution de l'air a en effet des conséquences sanitaires importantes, ce qui a conduit la Métropole à instaurer une Zone à Faibles Emissions (ZFE). La première phase de mise en œuvre de cette ZFE, de juillet à décembre 2022 a eu une vocation pédagogique, afin de permettre l'appropriation des nouvelles règles concernant les véhicules pouvant circuler.

Cette action est accompagnée par la mise à disposition d'une série d'alternatives pour les habitants et les professionnels, prévus dans le cadre de la stratégie mobilités 2025 : adoption d'un Plan Vélo, gratuité des transports, aides à l'acquisition de vélos à assistance électrique poursuivies, accès aux parcs relais pour tous les véhicules, développement de stations multi-énergies et de bornes de recharge pour véhicules électriques... La Métropole mène aussi des mesures d'accompagnement aux changements de comportements, notamment grâce à une série d'animations menées à l'occasion de la journée Nationale de la Qualité de l'air.

Le nouveau Plan Climat fixe l'objectif de multiplier par 1,6 la part d'énergies renouvelables produites localement dans la consommation d'énergie du territoire d'ici 2026. Afin de faciliter l'identification de toitures propices à l'installation de panneaux photovoltaïques, la Métropole a élaboré en 2022 un cadastre solaire, qui permet aux particuliers, aux professionnels ou aux communes de repérer les toitures ayant le meilleur potentiel.

En réponse à la hausse des prix de l'énergie, la Métropole a par ailleurs voté un Plan de sobriété énergétique, visant notamment à réduire les consommations du patrimoine bâti de la Métropole, particulièrement sur les équipements les plus énergivores, et l'éclairage public. En 2022, 6 500 points lumineux ont ainsi été rénovés.

Les délégataires et partenaires (associations, équipements culturels...) de la Métropole ont également été invités à préparer leur propre plan de sobriété énergétique, rendu obligatoire en cas de perception d'une subvention supérieure à 500 000 €.

Enfin, le verdissement du parc automobile de la Métropole se poursuit en lien avec les objectifs et obligations de la ZFE, grâce à l'achat de véhicules électriques, GNV ou hybrides. L'ADEME et l'Etat ont ainsi accordé près de 200 000 € de subventions pour accompagner cette évolution sur 2022 et 2023.

Une Métropole engagée dans une politique agroalimentaire en faveur de la biodiversité, de la protection des milieux et des ressources

Action phare : la préservation des ressources au cœur de la politique agroécologique et alimentaire

La Métropole a amplifié en 2022 sa Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), avec un élargissement des thèmes d'intervention et une volonté de changement d'échelle, permis par le plan de relance et le développement de partenariats avec les intercommunalités voisines. Les cinq finalités de la P2A sont de proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre, de soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local, de préserver les ressources naturelles (biodiversité, ressources en eau, sols, air) et le patrimoine paysager, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de contribuer à la cohésion sociale au sein de la ville et entre l'urbain et le rural.

La Métropole poursuit également sa politique d'acquisitions foncières au service de la protection des espaces naturels et paysagers ainsi que diverses coopérations en faveur d'espaces agricoles de qualité.

Face à la raréfaction de la ressource en eau, une expérimentation d'une irrigation de parcelles agricoles à partir des eaux usées de la station d'épuration (STEP) rénovée de Murviel-Lès-Montpellier a été conduite. De nombreux projets en faveur d'une gestion durable de l'eau ont été lancés (projet LIFE Recycle Water, projet de coopération avec Occitanie Coopération...). Les travaux de construction de la nouvelle usine de production d'eau potable Valèdeau ont démarré.

L'anticipation et la réduction des risques naturels ont donné lieu à de nombreux travaux de protection contre les crues (basse vallée de la Mosson, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Pérols et Pignan).

L'Ecolothèque, qui a fêté ses 30 ans en 2022, a poursuivi ses nombreuses actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement (accompagnement des communes avec le projet EcoMétropole, plateforme ludo-éducative, partenariats avec des centres de recherche...).

Afin de valoriser l'engagement des communes de la Métropole dans une politique rigoureuse d'utilisation de la ressource en eau, l'ALEC (Agence Locale pour l'Energie et le Climat) Montpellier Métropole a lancé en 2021 un label « *Commune économe en eau* ». 17 communes de la Métropole, ont reçu le label en 2022, pour leurs actions menées en 2021.

Mobilisée sur la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations, la Métropole imagine de nouveaux usages des matières premières

Action phare : Urbanisme transitoire et permis d'imaginer

Engagés dans une stratégie de développement de l'urbanisme transitoire, qui consiste à proposer des projets d'occupation temporaire d'espaces avant le déploiement d'aménagements pérennes, Montpellier Méditerranée Métropole et Altémed ont lancé des appels à projets portant sur des « *Permis d'imaginer* » sur différents sites (Restanque-Rubix, Mas des Brousses, tour d'Assas, ancienne concession d'Opel sur le quartier Restanque). Les projets sont en cours de sélection.

Dans le cadre du Contrat de Ville signé entre la Métropole et l'Etat, ce sont 159 projets déposés par 99 associations qui ont été soutenus en 2022, pour un montant de 580 700 €.

Afin de trouver des solutions innovantes à la lutte contre le chômage de longue durée, la Métropole (dans le cadre d'une convention avec les villes de Montpellier et Grabels) s'est inscrite dans l'expérimentation nationale « *Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée* ». Fin 2022, le premier Comité Local pour l'Emploi, instance de gouvernance et de suivi de l'expérimentation s'est tenu pour initier les travaux.

Le Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté a vu ses priorités, pour 2022, s'articuler autour de 32 actions d'accompagnement des personnes en grande difficulté sociale (augmentation des maraudes, des soins d'hygiène, l'alimentation, l'habitat intercalaire, et de dispositifs d'insertion par l'économie...). Le budget total de la programmation 2022 s'élève à 1 368 041 €.

En interne, après l'élaboration d'un plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle en 2021, la Ville et la Métropole ont approfondi leurs actions avec notamment le recrutement d'un agent référent égalité, diversité, discriminations au sein du Pôle des ressources humaines, et l'installation d'un comité de pilotage dédié aux questions relatives à l'égalité, à la diversité et à la lutte contre les discriminations. Un dispositif de signalements d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel a également été instauré. Enfin, la Ville et la Métropole ont construit et renouvelé leur partenariat avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) qui permet depuis plusieurs années de structurer et piloter une politique Handicap au Travail au sein de l'administration.

Une stratégie globale et volontariste, pour engager la Métropole vers l'économie circulaire

Action phare : une ambitieuse politique « Zéro déchet »

Au regard des enjeux environnementaux, économiques et sociétaux liés à la gestion des déchets, et afin de maîtriser les coûts croissants de traitement des déchets, la Métropole s'est dotée d'une politique ambitieuse en vue d'atteindre l'objectif « Zéro Déchet ». Cette stratégie repose sur quatre axes principaux : optimiser la collecte et la captation des flux de déchets pouvant être valorisés, améliorer les solutions de valorisation adaptées à chaque flux de déchets, mener une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation pour réduire la quantité de déchets produits, et développer l'économie circulaire.

Un nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) a été élaboré : il comporte 24 projets structurants visant à développer massivement le compostage et la collecte de biodéchets, favoriser le réemploi et la réparation des objets, sensibiliser et inciter à la réduction des déchets à la source, accompagner les professionnels et positionner la Métropole comme un démonstrateur de l'écoresponsabilité.

De multiples actions sont par ailleurs menées en faveur de l'économie circulaire : expérimentation d'un « Hub de l'économie circulaire et solidaire », accompagnement d'entreprises portant des projets d'économie circulaire, études pour l'implantation de trois nouvelles ressourceries, participation à l'Appel à manifestation d'intérêt de l'économie circulaire en Occitanie (AMI EC'O) ...

Par ailleurs, face aux crises climatiques, énergétiques, sociales et économiques qui transforment l'économie mondiale et les territoires, la Métropole a souhaité compléter son action en faveur de la transition écologique et solidaire en créant, en juillet 2022, une Agence de Développement interterritoriale, en partenariat avec la Région Occitanie et les territoires du bassin de vie. Avec 90 % de TPE, Montpellier et son grand territoire sont constitués de petites entreprises qui ne disposent globalement pas d'expertises permettant d'engager de manière qualitative cette transition. En proposant des services experts à travers cette Agence, la Métropole et ses partenaires souhaitent remédier à cette situation et permettre à ces petites entreprises d'initier leur transition sociétale tout en favorisant leur croissance économique. Il s'agit ainsi de la première agence de développement interterritoriale entièrement dédiée à la transition écologique et solidaire des entreprises en France.

En ce qui concerne le projet Medvallée, après une phase de préfiguration en 2021, dix ateliers collaboratifs réunissant les parties prenantes ont été menés entre décembre 2021 et mai 2022 pour élaborer une stratégie 2022-2026 en vue de conforter la Métropole comme pôle d'excellence mondial en santé globale.

Enfin de nombreuses actions en faveur du tourisme durable ont été menées : développement de l'œnotourisme, mise en œuvre d'un schéma directeur des activités de pleine nature, coopération avec les territoires voisins pour promouvoir un tourisme durable à l'échelle du bassin de vie, développement d'un tourisme d'affaires écoresponsable.

En interne, plusieurs actions très concrètes ont été conduites, dans le cadre d'une stratégie en faveur du numérique responsable : réutilisation des écrans des PC fixes dans les écoles ou don à une association, choix de relier les objets connectés à un réseau basse fréquence bien moins énergivore que la 4 ou 5G, connexion sur des briques open-source garantissant la souveraineté numérique.

Enfin, avec un volume annuel d'achat de 512 millions d'euros HT en 2021 pour la Métropole, l'achat responsable constitue un levier majeur de la transition écologique et solidaire et de la décarbonation du territoire. Un Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) a été voté et mis en place en vue d'augmenter significativement la part d'achats responsables.

La Métropole dans la perspective de l'épanouissement de tous et de chacun, positionne la culture au service d'une transformation durable du territoire

Action phare : Capitale Européenne de la Culture

Les villes de France pouvant concourir pour devenir « *Capitale Européenne de la Culture* » en 2028, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité candidater en valorisant le bassin de vie Montpellier-Sète. Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a approuvé la création et les statuts de l'association Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture, dont l'objet est de concevoir et organiser la candidature de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglomération Méditerranée, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et d'autres collectivités.

Autre action structurante en matière de politique culturelle, la Métropole promeut et soutient les actions de valorisation des patrimoines sur le territoire de ses 31 communes. Trois communes (Castelnau-le-Lez, Juvignac, Le Crès) se sont par ailleurs engagées dans des conventions-cadres avec la Métropole permettant de formaliser des partenariats autour de la politique patrimoniale.

Concernant la rénovation des équipements de la Métropole, après dix ans de fermeture, la piscine de la Motte Rouge est en cours de rénovation en vue d'une réouverture en 2023, en plein cœur de MedVallée.

En interne, une formation à la prévention de risques à destination des agents d'entretien (2 jours en novembre), a été menée dans le cadre du plan d'action du Document Unique d'Évaluations des Risques Professionnels (DUERP).

Dans l'objectif de prévenir la désinsertion professionnelle et de maintenir en emploi des agents rencontrant des problèmes de santé, le pôle Ressources Humaines a mis en place des Commissions de Prévention et Maintien en Emploi (CPME) régulières ainsi qu'un guide d'utilisation pour les agents.

La participation des acteurs et de la population est au cœur de la démarche de transition écologique et solidaire

Le Conseil de développement créé en 2021 a vocation à être force de propositions auprès des élus et a pour mission de travailler sur les orientations et le devenir de la Métropole pour les 30 à 50 prochaines années. En 2022, deux groupes de travail (Métropole la nuit et Économie circulaire) et trois commissions thématiques (Climat, Santé et innovation, Territoire) ont produit des contributions et avis divers, repris dans le rapport d'activité 2022. Par ailleurs, l'accompagnement des 13 conseils citoyens mis en place dans le cadre de la politique de la Ville s'est poursuivi en 2022 avec un nouveau prestataire.

Pour accompagner la vision et la politique de transition ambitieuse souhaitée par l'exécutif, l'élaboration d'un projet d'administration et d'une nouvelle organisation a été lancée en 2021 et mise en œuvre en 2022. La nouvelle organisation s'articule autour du Directeur Général des Services, de trois Directions générales déléguées et de 20 pôles. De nouveaux services communs (Numérique et Données, Finances...) ont été créés dans la perspective de la poursuite de la mutualisation des services de la Ville et de la Métropole, ainsi que cinq Missions transversales rattachées à la direction générale (Prospective, Transformation et Évaluation, Transition Énergétique et Climatique, Relations aux territoires, Contractualisation et Partenariats, Marges de manœuvre). Concernant la Mission Transition Énergétique et Climatique, ce positionnement a permis de réaffirmer son rôle d'animation et de coordination des politiques Climat-Air Énergie avec l'ensemble des services et des acteurs du territoire.

Face aux enjeux d'évolution du service public, la Ville et la Métropole, en lien avec le CNFPT, ont développé une école interne de formation des encadrants, nommée Campus du management. Près de 120 personnes de la Ville, de la Métropole y ont participé à ce jour.

En 2022, la Ville et la Métropole ont également développé un module de sensibilisation et mobilisation d'une journée sur le thème « *climat & transition* », à destination des agents et élus. Il sera déployé en 2023, et permettra sur 3 ans, de former pour agir (en tant que citoyen et dans leurs métiers) l'ensemble des agents et élus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la présentation du rapport de développement durable 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20230330-225899-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RDD METRO 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.